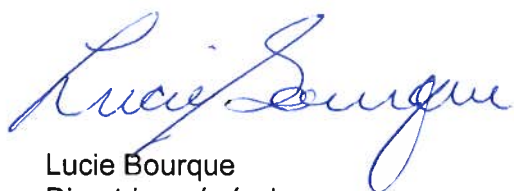


AGGLOMÉRATION DE RIVIÈRE-ROUGE

RAPPORT ANNUEL SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE DE L'AGGLOMÉRATION DE RIVIÈRE-ROUGE

- Le Règlement numéro A-2021-47 de gestion contractuelle de l'Agglomération de Rivière-Rouge a été adopté le 6 juillet 2021 par la résolution numéro 028/06-07-2021-A et remplace l'ancien règlement numéro A-33 intitulé *Règlement de gestion contractuelle de l'Agglomération de Rivière-Rouge* ainsi que le Règlement numéro A-2020-44 intitulé *Règlement modifiant le règlement A-33 de gestion contractuelle de l'Agglomération de Rivière-Rouge*, et ce, suite à diverses modifications dans la loi par le gouvernement provincial.
- Le règlement autorise l'Agglomération à octroyer des contrats de gré à gré jusqu'au seuil décrété par le ministre (présentement le seuil est de 105 700 \$) pour tous les types de contrats.
- En 2019, la directrice générale a émis une directive au personnel cadre de la Ville déterminant les procédures à suivre pour l'octroi de contrats gré à gré, et ce, afin de s'assurer que les mesures prévues audit règlement et à la *Loi sur les cités et villes* soient respectées par l'ensemble du personnel cadre de la Ville.
- Tous les appels d'offres publics sont publiés sur SEAO conformément à la loi et comportent une attestation du soumissionnaire que celui-ci doit remettre avec sa soumission sous peine de rejet de celle-ci. Cette attestation reprend les mesures édictées par le règlement de gestion contractuelle et par la loi.
- Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du Règlement numéro A-2021-47 de gestion contractuelle de l'Agglomération de Rivière-Rouge ni lors de l'application du règlement numéro A-33 et ses amendements.
- Les règlements numéro A-2021-47 est disponible sur le site Web de la Ville.
- La Ville a également adopté, le 13 mai 2019 lors de la séance d'ajournement du conseil par la résolution numéro 200/13-05-19, une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat. En date d'aujourd'hui, aucune plainte n'a été reçue.

En foi de quoi, je dépose ce rapport au conseil lors de la séance ordinaire tenue le 7 décembre 2021.



Lucie Bourque
Directrice générale